



Après la mobilisation du 5 février, les organisations syndicales invitent les enseignants et AESH à se réunir pour élaborer les cahiers de revendications, chiffrer les besoins pour chacune des écoles.

Les organisations syndicales CGT Éduc'Action, FSU 22, SE-UNSA 22, SNUDI-FO 22, SUD Éducation 22 et SGEN-CFDT 22 ainsi que la FCPE 22 appelaient à la grève ce jeudi 5 février. Des rassemblements organisés à Saint-Brieuc, Dinan, Guingamp, Lannion et Paimpol ont réuni des centaines de manifestants.

Ils dénonçaient les **3 256 suppressions de postes d'enseignants du budget Macron/Lecornu**, qui se traduisent par 86 retraits de postes de professeurs des écoles dans l'académie, dont 16 dans les Côtes-d'Armor. Le 2nd degré n'est pas épargné avec 34 suppressions de postes dans les collèges et 11 dans les lycées costarmoricains. C'est incompréhensible quand on connaît notamment :

- l'augmentation des besoins de nombreux élèves en situation de handicap et ou en difficulté,
- les classes chargées dans certaines écoles (5 % dépassent les 25 élèves de moyenne par classe),
- les problèmes de remplacement (18,5 classes sans maître chaque jour en moyenne).

Dans ce contexte, nous alertons sur une souffrance au travail généralisée chez les enseignants, les accompagnants et tous les personnels des écoles, exacerbée par des moyens insuffisants, des classes surchargées, une perte de sens du métier. Cela se produit au détriment de nos élèves. C'est l'école entière qui souffre.

En 2023 et 2024 dans le 1^{er} degré, le département s'est vu retirer 22 puis 14 postes. Cela s'était traduit par des plans de 45 fermetures de postes. **Nous n'acceptons pas que cela se reproduise et exigeons l'annulation des 16 suppressions de postes pour la rentrée 2026** : non aux fermetures, oui aux ouvertures, création de 20 postes de remplaçant, respect des notifications de la MDPH et des orientations, recrutement d'AESH et d'enseignant·es spécialisé·es à hauteur des besoins, hausse du nombre de prises en charge au sein de dispositifs spécialisés, renforcement des RASED.

Partout, les constats de dégradation des conditions d'enseignement sont les mêmes. Toute la situation appelle à l'action commune pour la satisfaction des revendications, à la préparation de la grève dans l'Éducation nationale. C'est le moyen pour que le gouvernement renonce à ses plans destructeurs.

Les organisations syndicales invitent les enseignants et AESH à se réunir pour élaborer les cahiers de revendications, chiffrer les besoins pour chacune des écoles et établissements. Nous proposons un modèle de motion. Afin de rassembler ces cahiers de revendication et de discuter du moyen de les porter à la direction académique, une assemblée sera convoquée après les vacances.